

RESTAURATION SCOLAIRE DES COLLÈGES :

recueil de vos données personnelles

Le Conseil départemental de l'Essonne recueille certaines de vos données personnelles afin de gérer le processus de tarification relatif à la restauration scolaire, réaliser des statistiques relatives à la mise en œuvre des politiques publiques, et de manière optionnelle pour vous communiquer des informations sur le Département. Les bases légales de ce traitement sont l'intérêt légitime (correspondant à la mise en œuvre d'une compétence du Conseil départemental) et votre consentement pour ce qui concerne spécifiquement l'envoi d'informations.

Les données collectées et traitées sont les suivantes :

- Votre nom et prénom
- Nom et prénom de vos enfants
- Date de naissance de vos enfants
- Classe de vos enfants
- Adresse postale
- Numéro de téléphone
- Adresse mail
- Votre chiffre Caf
- Votre quotient familial du Conseil départemental de l'Essonne

Les destinataires de ces données sont :

- Les agents du Conseil départemental habilités à intervenir sur ce traitement
- La Direction des collèges du Conseil départemental de l'Essonne.
- La Direction de la communication et de l'information du Conseil départemental de l'Essonne

Ces données sont conservées jusqu'en 2022.

Droits des personnes :

Vous pouvez accéder aux données vous concernant ou dans certaines circonstances demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données (cf. cnil.fr pour plus d'informations sur vos droits).

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce dispositif, vous pouvez contacter notre délégué à la protection des données (DPO).

• Contacter notre DPO par voie électronique :

DPO@cd-essonne.fr

• Contacter notre DPO par courrier postal :

Le délégué à la protection des données
Conseil départemental de l'Essonne
Hôtel du Département
Boulevard de France - 91012 ÉVRY cedex

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits informatiques et libertés ne sont pas respectés ou que le dispositif n'est pas conforme aux règles de protection des données, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.